



## PREFECTURE DE LA REUNION

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTÉRIELLES

Bureau de la Coordination Générale et du Courrier

SAINT-DENIS, le 18 JUIL. 2005

### **ARRETE N° 1841** portant délégation de signature à **M. Laurent SIAM,** Commissaire de Police Principal, Directeur Départemental de la Police aux Frontières de La Réunion

#### **LE PREFET DE LA REUNION** Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU la loi n° 73-10 du 4 janvier 1973 et plus particulièrement son article L 213-2 ;
- VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 ;
- VU la loi n° 82-1171 du 31 décembre 1982 portant organisation des régions de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de La Réunion ;
- VU la loi du 7 janvier 1983 complétée par la loi du 22 juillet 1983 modifiée, relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;
- VU la loi n° 84-747 du 2 août 1984 relative aux compétences des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de La Réunion ;
- VU la loi n° 89-548 du 2 août 1989 relative aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France ;
- VU le décret n° 74-77 du 1<sup>er</sup> février 1974 relatif à la police des aéroports ;
- VU le décret n° 74-78 du 1<sup>er</sup> février 1974 relatif aux attributions des préfets en matière de maintien de l'ordre sur certains aéroports ;
- VU les décrets n° 94-885 et 94-886 du 14 octobre 1994 portant création des services de police déconcentrés chargés du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi des clandestins ;

- VU le décret n° 2002-24 du 3 janvier 2002 relatif à la police de l'exploitation des aéroports et modifiant le code de l'aviation civile (deuxième partie : décrets en conseil d'Etat) ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 15 novembre 1991, portant création des directions départementales de la police nationale ;
- VU l'arrêté du 14 octobre 1994 relatif à l'organisation de la direction centrale du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi des clandestins ;
- VU l'arrêté n° 1939 du 14 août 1997 relatif aux mesures d'application de l'arrêté n° 1858 DR/2 du 28 juillet 1995 fixant les mesures de police sur l'aéroport de Saint-Denis Gillot ;
- VU la circulaire n° NOR/INT/C/92/00056/C du ministère de l'intérieur du 19 février 1992 relative au suivi de l'exécution des budgets déconcentrés ;
- VU la circulaire du ministre de l'intérieur et du ministre délégué au budget du 26 février 1992 relative à l'exécution des budgets déconcentrés ;
- VU la circulaire n° NOR/INT/C/92/00032/1C du 15 décembre 1992 relative à la gestion déconcentrée des services de police ;
- VU l'arrêté du 26 octobre 2004 du ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales portant nomination de **M. Laurent SIAM**, directeur départemental de la police aux frontières de La Réunion à compter du 6 décembre 2004 ;
- VU l'arrêté n° 1494 du 10 juin 2005 portant délégation de signature à **M. Laurent SIAM**, commissaire de police, directeur départemental de la police aux frontières ;
- VU le décret du 30 juin 2005 portant nomination de **M. Laurent CAYREL**, préfet de la région Réunion, préfet de La Réunion ;
- VU l'arrêté n° 1780 du 23 juillet 2004 relatif à l'organisation des services de l'Etat à La Réunion ;
- VU l'arrêté n° 720 du 25 mars 2005 portant organisation de la préfecture de La Réunion ;
- SUR PROPOSITION** du secrétaire général de la préfecture de La Réunion,

## **ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Délégation de signature est donnée à **M. Laurent SIAM** pour prononcer les sanctions de l'avertissement ou du blâme à l'encontre des fonctionnaires du corps de maîtrise et d'application, des personnels administratifs de la police de la catégorie C et des adjoints de sécurité de la direction départementale de la police aux frontières.

**ARTICLE 2** : Délégation de signature est accordée à **M. Laurent SIAM**, à l'effet de signer, dans la limite de 47 735 euros, toutes dépenses relatives à la gestion des crédits déconcentrés alloués au fonctionnement de son service à l'exception des travaux d'investissement intéressant l'aménagement et l'entretien du patrimoine immobilier.

**ARTICLE 3** : En l'absence sur les lieux de M. le Préfet ou de son remplaçant, **M. Laurent SIAM**, et en son absence ou en cas d'empêchement, **M. Patrick GALEA**, commandant de police, sont désignés pour prendre en cas d'urgence et sous l'autorité du préfet, les mesures de maintien de l'ordre sous l'emprise de l'aéroport de Saint-Denis Gillot et délivrer, le cas échéant, les réquisitions nécessaires.

**ARTICLE 4** : Délégation de signature est accordée à **M. Laurent SIAM** à l'effet de délivrer, de refuser ou de procéder au retrait de l'habilitation visée au I des articles R 213-4 et R 213-5 du code de l'aviation civile.

**ARTICLE 5** : L'arrêté n° 1494 du 10 juin 2005 est abrogé.

**ARTICLE 6** : Le secrétaire général de la préfecture de La Réunion, le directeur de cabinet, le directeur départemental de la sécurité publique et le directeur départemental de la police aux frontières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

LE PREFET,  
*Laurent CAYREL*